

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'hon. R. F. STOCKWELL

Trésorier de la Province

A

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

le 7 février 1935



1935

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'hon. R. F. STOCKWELL

Trésorier de la Province

A

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

le 7 février 1935



1935

DISCOURS SUR LE BUDGET

Monsieur l'Orateur,

L'on relève en 1934 la reprise, sur de nombreux points, des activités de la vie économique.

Le volume des affaires transigées a été beaucoup plus considérable. L'expédition des marchandises par chemin de fer s'est notablement accrue relativement à 1933, quoiqu'elle soit restée bien en deçà du chiffre des années d'abondance. Les revenus bruts et nets de nos deux grands réseaux ferroviaires ont aussi subi une hausse marquée.

La production du papier à journal a visiblement augmenté, et, de façon générale, l'état de l'industrie forestière s'est grandement amélioré, aussi bien en ce qui a trait au nombre des ouvriers qu'au chiffre de la population. Les exportations de bois au cours de l'année ont continuellement dépassé celles de 1933.

Les obligations de tout repos n'ont cessé d'acquérir de la valeur, et la diminution du taux des intérêts a rendu beaucoup plus facile aux gouvernements les opérations financières, à l'encontre de ce qui a prévalu en 1933.

On estime à 284,000,000 de boisseaux le volume de la récolte de blé. Le blé se vend à bien meilleur compte, mais le surplus invendu de l'an dernier, anormalement élevé, soit 200,000,000 de boisseaux, constitue l'un des facteurs inquiétants de cette affaire. A cause de sa qualité supérieure, le blé canadien, dont le prix normal devrait être de 15¢ de plus le boisseau que tout autre blé compétiteur sur les marchés étrangers, a été maintenu au niveau d'environ 30¢ de plus le boisseau. Alors que ce prix dirigé s'est maintenu grâce aux opérations du pool canadien du blé, d'autres nations exportatrices, particulièrement l'Argentine, ont vendu leurs stocks au prix du marché. A moins que le surplus de blé des autres pays ne décroisse sensiblement, ou à moins que l'on ne vende de grandes quantités de notre provision actuelle à des prix moindres que le présent prix dirigé, il est à craindre que l'écoulement de cet énorme surplus invendu, auquel s'ajoute la récolte de l'an dernier, ne soit extrêmement pénible à effectuer. Comme le gouvernement fédéral appuie le pool dans ses opérations, on ne peut s'empêcher de prévoir une perte sérieuse qui sera à la charge générale des contribuables canadiens.

L'industrie hydro-électrique se développe, et la consommation de l'électricité s'accroît rapidement.

En général, l'actif des banques s'est amélioré, et les compensations ont considérablement augmenté, ce qui indique un meilleur roulement des valeurs, et, de façon générale, un commerce accéléré et de meilleures affaires.

A l'encontre des améliorations que nous venons de consigner, il ne faut pas, dans une revue de la situation générale au point de vue national, négliger de tenir compte de certains facteurs adverses.

Le chiffre de la construction n'a encore représenté que le quart de celui des années 1928 et 1929.

Les ventes réelles de blé sont minimales, et le mouvement d'exportation du blé, au cours de l'automne dernier, a été si faible que chacun en a été désappointé.

Le nombre des sans-travail secourus est encore très grand, quoique l'on constate une certaine amélioration relativement à l'état de choses en 1933.

Le déficit de nos chemins de fer nationaux constitue encore un lourd fardeau pour les contribuables, de façon générale, malgré une certaine amélioration que nous avons précédemment consignée.

La sécheresse, dans plusieurs parties de l'Ouest, a causé de lourdes pertes de bétail.

Il est vrai que le prix des marchandises en gros a été plus élevé, mais le prix des produits agricoles n'a généralement pas suivi le même rythme. Il en est résulté que le pouvoir d'achat des classes agricoles est encore faible et que les agriculteurs doivent encore se débattre en posture désavantageuse. Le cultivateur est la clef de voûte de l'économie canadienne. Suivant sa bonne ou sa mauvaise fortune, la prospérité nationale croît ou décroît. D'ici à ce que son pouvoir relatif d'achat soit meilleur, l'état général des affaires ne s'améliorera point, comme nous aurions pu autrement nous y attendre, pour le bien de toutes les classes sociales.

Les efforts des Etats-Unis pour maintenir leurs effets de commerce au niveau de la nouvelle évaluation de l'or ont rencontré des difficultés, de temps à autre. Leurs lois à ce sujet ont été contestées par leur propre cour suprême. Les jugements du tribunal et le mode d'action auquel le gouvernement des Etats-Unis pourra éventuellement être obligé de recourir sont la cause de très vives inquiétudes qui peuvent avoir un profond retentissement sur la vie économique du Canada. Les répercussions des jugements de la cour suprême, si, dans un délai raisonnable on n'arrive à remédier à la situation, affecteront probablement l'aptitude des sujets canadiens à s'acquitter de leurs obligations payables en espèces des Etats-Unis, et accroîtront ainsi, à un degré formidable, le fardeau de nos dettes nationales de toutes sortes.

ÉTAT DE CHOSES DANS LE QUÉBEC

La province de Québec a participé à l'amélioration générale des affaires à laquelle j'ai fait allusion. En certains cas, elle en a profité dans une plus grande mesure qu'aucune autre province du Dominion.

La valeur des récoltes dans la province de Québec s'est élevée, durant l'année 1934, au delà du point atteint en 1933, soit de \$67,500,000 à \$97,500,000. La récolte du foin n'a pas atteint le volume habituel des années normales, bien qu'elle ait dépassé celle de 1933. Les prix, cependant, ont été meilleurs; et un automne tardif, comme aussi l'augmentation des récoltes d'ensilage, ont permis à nos cultivateurs d'hiverner leurs troupeaux d'une manière beaucoup plus satisfaisante que durant le long hiver de 1933-34.

La production minière s'est accrue, et nos mines d'or en particulier produisent bien davantage, tandis que plusieurs nouvelles mines ont récemment commencé leurs opérations. La province de Québec est maintenant la deuxième des plus grandes productrices d'or au Canada.

L'industrie de l'amiante a été en progrès durant l'année 1934. Cette industrie a employé un plus grand nombre d'ouvriers. Les prix se stabilisent. Aussitôt que le mouvement de construction immobilière aux Etats-Unis sera en cours, les qualités inférieures d'amiante seront requises en plus grandes quantités. Une nouvelle fabrique d'amiante sera érigée à Lennoxville.

L'augmentation du volume de la pêche et des prix obtenus pour le poisson, qui a été sensible dans tout le Canada, fut aussi perçue dans la province de Québec, quoique les prix y soient encore bas.

L'industrie forestière s'est considérablement développée durant l'année écoulée, comme je l'ai dit précédemment. Il est probable que l'amélioration dans l'industrie du papier-journal et dans celle du bois de sciage fut plus grande dans le Québec que dans n'importe quelle autre province. Au cours du mois de novembre dernier, il n'y avait pas moins de 9,000 bûcherons de plus au travail qu'au même moment en 1933.

L'index du revenu national a marqué une augmentation de 19%, alors que les chiffres du Bureau fédéral de la statistique indiquent que l'augmentation dans la province de Québec atteignait presque 30%. Notre province a dépassé toutes les autres. Les chiffres-indices du revenu national sont déterminés, entre autres, par l'étude du revenu découlant des activités de nos gens en agriculture, industrie forestière, pêcheries, industrie des fourrures, mines et manufactures.

La position dominante de notre province doit être principalement attribuée à la remarquable reprise dans l'industrie de la pulpe et du papier.

Le nombre des polices d'assurance émises en faveur de résidents de la province, au cours de l'année étudiée, accuse aussi une augmentation, et les placements ainsi effectués par nos concitoyens tendent à montrer que l'instinct de notre peuple le porte à l'économie et à l'épargne.

Dans toute la province, les comptes d'épargne ont augmenté en général, tant en nombre que relativement au total des montants déposés.

Il apparaît comme évident, si l'on suit les indications que j'ai consignées, que les meilleurs atouts de notre peuple, au cours des années de la dépression, ont été pour lui les formes variées de l'agriculture et de toutes les industries naturelles ou particulières à notre province.

ACTIVITÉS DES DÉPARTEMENTS

Toutes les activités des divers services du gouvernement dans la province ont été conduites et réalisées conformément à leur objet et au véritable esprit de la Constitution et de la coutume. La paix, l'ordre et le bon gouvernement ont prévalu. Le peuple est demeuré calme et respectueux des lois. Toutefois, ceux qui ont voulu tenter de changer l'ordre social en recourant à des méthodes de violence ont appris à leurs dépens que ces méthodes ne seraient pas tolérées.

Les relations entre le patron et l'employé dans la province ont été marquées au coin d'un louable esprit de tolérance et de bon vouloir. Il n'y a pas eu de grèves ou de lock-outs notoires.

Les efforts pour améliorer les conditions du travail et les salaires des ouvriers, tels qu'accomplis d'après la loi de l'extension juridique des contrats collectifs du travail, ont en grande partie obtenu le meilleur succès. L'expérience a été tentée avec jugement par les patrons et les ouvriers, en tenant compte des mises au point nécessaires et de l'état des choses dans la province. Tous ceux qui se sont prêtés à cette expérience méritent louange pour leur esprit de conciliation et leur bonne volonté.

Les finances municipales ont été sagement administrées. Certaines municipalités qui ont éprouvé des difficultés financières ont effectué un rajustement radical, et d'autres ont repris leurs paiements là où elles étaient antérieurement en défaut. Le total des obligations municipales et scolaires (capital et intérêts) en souffrance dans la province se chiffrait seulement par 1.92% de la dette totale des municipalités de la province, relativement au pourcentage beaucoup plus élevé dans plusieurs autres provinces.

Les conditions de travail des bûcherons dans la province de Québec ont été grandement améliorées. C'est l'effet des lois de la dernière session. Ce facteur, ajouté à celui du relèvement général de l'industrie forestière, a contribué à l'amélioration de la situation économique d'une très grande partie de la population.

Bien qu'il eût fallu restreindre en général les dépenses du gouvernement, les octrois pour l'éducation et aux maisons d'enseignement n'ont pas été diminués. Ces octrois ont été d'un merveilleux secours, particulièrement pour les municipalités scolaires pauvres. Toutefois, l'éducation de notre jeunesse ne peut souffrir et ne souffrira point, malgré toutes les épreuves que nous avons subies au cours des quatre dernières années de dépression.

Jusqu'ici, les efforts de la Commission de l'Industrie laitière de Québec, afin d'obtenir un meilleur prix aux producteurs de lait, ont été couronnés de succès, assurant à nos producteurs de lait une plus juste compensation, tout en sauvegardant, du même coup, les intérêts des consommateurs. A ce sujet, des témoignages d'appréciation nous sont venus de partout.

A même le fonds de l'Assistance publique, au delà de \$6,000,000 ont été versés pour venir en aide à nos hôpitaux et à nos autres institutions

charitables et philanthropiques, au cours de l'année étudiée. Le gouvernement n'a pas hésité à employer le crédit et les ressources de la province au soutien des dépenses faites à même ce fonds. Les secours ainsi accordés à un moment où les besoins se faisaient plus pressants ont été d'une valeur inestimable.

Un grand nombre de nouvelles routes ont été construites, en certains cas, à la charge entière de la province; et, en d'autres cas, avec le concours des municipalités désireuses de se prévaloir des avantages du mode dit de 50-50%. Ces entreprises ont procuré une somme considérable de travail à la population des comtés ruraux, et ont ainsi contribué à remédier notablement au chômage à la campagne. Les salaires perçus de la sorte par les contribuables ont permis à beaucoup d'entre eux d'acquitter leurs taxes municipales. Aussi, le résultat de cette coopération entre la province et les municipalités a-t-il été de faciliter la perception des taxes municipales dans presque toute la province.

Les travaux divers, effectués au cours de l'année dernière, ont constitué un apport substantiel au total de la construction dans la province, tout en permettant aux fournisseurs de matériaux d'activer leur commerce. La remédiation ainsi apportée au chômage fut également considérable, et, ajoutée aux secours directs, a eu pour effet de venir en aide à tous les chômeurs en général.

Les opérations financières de la Trésorerie ont été rendues plus faciles au cours de l'année dernière par les pratiques et les facteurs suivants:

- (a) Le prix de toutes les obligations publiques de premier ordre s'est régulièrement élevé;
- (b) Les taux des intérêts sur les emprunts gouvernementaux ont été abaissés;
- (c) D'amples fonds d'amortissement pour de nouvelles émissions ont été constitués. Cette façon d'agir est plus strictement observée dans la province de Québec que dans toute autre province du Canada;
- (d) Notre province jouissant, parmi toutes les provinces, à l'exception de l'Ile-du-Prince-Édouard, du taux le plus bas quant à la dette par tête, les obligations de notre province ont été très recherchées par les épargnants. Les obligations de la province de Québec sont universellement reconnues parmi les valeurs les plus appréciées au monde, et, par conséquent, sont à prime et constamment requises;
- (e) L'intérêt moyen payé par la province de Québec sur ses obligations est le plus faible de tous ceux qui sont payés par aucun des gouvernements de la Puissance du Canada, plus faible même que celui des émissions du Canada.

1933-1934

Voici le résumé des opérations:—

Total des revenus ordinaires.....	\$ 28,282,503.53
Total des dépenses ordinaires.....	33,876,977.01
Excédent des dépenses ordinaires sur les revenus ordinaires.....	5,594,473.48
Crédits au fonds consolidé du revenu appartenant aux années antérieures, dont:	
la somme suivante a été perçue pendant l'année courante.....	2,152,835.59
	3,441,637.89
et les comptes recevables nets étaient dus à la province le 30 juin 1934.....	1,176,467.35
Charge nette du fonds consolidé du revenu, le 30 juin 1934.....	2,265,170.54

Les détails de ces revenus et dépenses apparaîtront aux comptes publics, qui ont déjà été déposés en Chambre.

Le tableau suivant vous présentera les pourcentages de nos revenus et dépenses:—

1933-1934—REVENUS

Subside fédéral.....	8.72	
Loi des liqueurs alcooliques (compte de commerce).....	4.34	
Terres et forêts.....	8.45	
Loi des véhicules moteurs.....	18.40	
Gazoline, droits et taxes.....	17.05	
		56.96
Taxes sur les successions.....	9.54	
Taxes sur les corporations.....	14.03	
Licences, hôtels, magasins, etc.....	4.40	
		27.97
Autres revenus ordinaires.....	15.07	
		100%

DÉPENSES

Education.....	11.06	
Voirie et mines.....	16.07	
Travaux publics et travail.....	5.91	
Agriculture.....	8.78	
Terres et forêts.....	4.92	
Colonisation.....	5.85	
		52.59
Administration de la justice.....	6.26	
Gouvernement civil.....	7.15	
		13.41
Intérêts et autres charges.....	16.16	
Fonds d'amortissement.....	5.36	
Autres dépenses ordinaires.....	12.48	
		100%

Voici l'état sommaire de la caisse pour l'année terminée le 30 juin 1934:

Recettes:—

Ordinaires.....	\$ 30,777,992.09	
Capital.....	246,764.93	\$ 31,024,757.02
Fonds en fiducie, dépôts, etc.....	3,532,968.44	
Dépôts judiciaires.....	2,168,752.33	5,701,720.77
Fonds de l'Assistance publique:—		
Général.....	4,197,170.62	
Avances par le Trésorier de la province.....	2,059,253.73	6,256,424.35
Produit de la vente des obligations.....		18,396,296.00
Bons de la Trésorerie.....		33,500,000.00
		<u>\$ 94,879,198.14</u>
Balances en banque:		
le 30 juin 1933.....	1,921,479.16	
le 30 juin 1934 (soutiré).....	1,831,769.64	3,753,248.80
		<u>\$ 98,632,446.94</u>

Dépenses:—

Ordinaires.....	\$ 33,876,977.01	
Imputables à l'actif.....	629,086.98	
Imputables à l'actif et aux dépenses différées.....	14,778,077.16	
Ordinaires chargées au surplus.....	184,118.32	\$ 49,468,259.47
Fonds en fiducie, dépôts, etc.....	3,019,246.96	
Dépôts judiciaires et autres.....	2,073,895.47	5,093,142.43
Fonds de l'Assistance publique.....		6,029,032.40
Dette publique, rachat.....		2,530,666.67
Bons de la Trésorerie.....		33,000,000.00
		<u>\$ 96,121,100.97</u>
Mandats impayés:		
le 30 juin 1933.....	6,510,533.09	
le 30 juin 1934.....	3,999,187.12	2,511,345.97
		<u>\$ 98,632,446.94</u>

ANNÉE COURANTE

Il est encore trop tôt pour établir des prévisions définies, au sujet du résultat des opérations de l'année courante qui se terminera le 30 juin prochain.

Les revenus, jusqu'à ce moment, sont à peu près les mêmes que ceux de l'an dernier. L'on espère que les appropriations votées ne seront pas dépassées, excepté pour les petits montants qui pourraient être requis comme estimés supplémentaires à soumettre aux Chambres à la fin de cette session.

ESTIMÉS BUDGÉTAIRES POUR 1935-1936

L'estimé des revenus et des dépenses pour l'exercice se terminant le 30 juin 1936, à soumettre à l'approbation des Chambres, a été soigneusement préparé, quant aux revenus, en tenant compte des résultats de l'année antérieure et de l'état des affaires, et quant aux dépenses inscrites aux rapports des ministres des différents départements. Des tableaux sommaires à ce sujet sont inclus dans les états financiers soumis à la Législature.

Ces estimés budgétaires sont:

Revenus ordinaires estimés à.....	\$ 33,580,477.73
Dépenses ordinaires estimées à.....	35,877,393.26
Déficit prévu.....	<u>\$ 2,296,915.53</u>

Quoique ces estimés prévoient un déficit de \$2,296,915.53, l'on espère que les économies pratiquées dans les départements, jointes à un accroissement de nos revenus en général, nous permettront d'atteindre à un meilleur résultat.

Je voudrais attirer l'attention de la Législature sur le fait que le budget, en dépit des chiffres précités, est pratiquement équilibré, si l'on interprète strictement l'expression "dépenses ordinaires", pour la raison qu'une somme excédant \$3,000,000 est comprise sous cette rubrique et mise à part pour constituer des fonds d'amortissement.

Toute accélération dans la reprise courante des affaires devrait augmenter ces revenus prévus.

DETTE CONSOLIDÉE

Les comptes publics démontrent que la dette consolidée nette a été augmentée de \$14,437,112.55, au cours de l'exercice terminé le 30 juin 1934. Cette augmentation s'établit ainsi:

Le 1er août 1933; conformément à:		
8 Geo. V, ch. 13, amendé par 14 Geo. V, ch. 9.....	\$ 2,750,000.00	
10 Geo. V, ch. 4, amendé par 14 Geo. V, ch. 4.....	3,000,000.00	
18 Geo. V, ch. 3, amendé par 19 Geo. V, ch. 9, et 20 Geo. V, ch. 6.....	2,800,000.00	
21 Geo. V, ch. 5.....	800,000.00	
21 Geo. V, ch. 7, amendé par 22 Geo. V, ch. 4.....	1,000,000.00	\$10,350,000.00
Le 15 mars 1934; conformément aux lois de remédiation au chômage, 1930, 1931 et 1933.....		
		7,700,000.00
Le 1er juin 1934; conformément à 24 Geo. V, ch. 3.....		760,782.00
		<u>\$18,810,782.00</u>

Moins:

Le 1er mars 1934: emprunt à 4%, échu à Londres.....		
	\$ 2,530,666.67	
Ajouté au fonds d'amortissement.....		1,843,002.78
		<u>4,373,669.45</u>
		<u>\$14,437,112.55</u>

J'ai fait part à la Chambre, dans mon discours de l'an dernier sur le budget, de l'émission du 1er août 1933.

Pour l'émission du 15 mars 1934, nous avons même obtenu des termes plus avantageux; des obligations au montant de \$7,700,000.00 à 4%, pour 10 et 20 ans, ayant été vendues au taux comptant d'environ 4.04%, soit à 99.577%. Ce taux, à un pareil moment, était le plus bas qu'on ait atteint pour aucune des émissions semblables depuis les années d'avant-guerre.

La petite émission de \$760,782.00 du 1er juin 1934 fut rachetée à même les argents des divers fonds d'amortissement de la province.

L'emprunt à 4%, échéant à Londres, Angleterre, le 1er mars 1934, fut d'abord lancé en 1894; et, comme il n'avait alors été prévu aucun fonds d'amortissement, devait être renouvelé. Les termes de renouvellement offerts sur le marché de Londres ne furent pas jugés satisfaisants, et, le change sterling étant à prime considérable, des arrangements furent conclus avec la succursale à Londres de la Banque de Montréal, grâce auxquels celle-ci chargeait à notre compte ce déboursé comme une somme soutirée au taux de 3% par année.

Ce compte soutiré fut plus tard transféré à la Banque de Montréal, Québec, lorsque l'échange sterling fut en notre faveur, et la somme à rembourser fut incluse dans notre plus récent emprunt, à un prix de base d'approximativement 2 1-3% pour les cinq prochaines années. Cette opération épargna à la province environ \$106,000 en échange sterling, représentant une économie substantielle.

Ce qui s'est ajouté au fonds d'amortissement, soit \$1,843,002.78, représente ce qu'il a fallu retirer de nos revenus ordinaires afin de pourvoir au rachat à l'échéance de bien au delà de 80% de notre dette consolidée actuelle en suspens.

Cette partie de notre dette consolidée au sujet de laquelle aucun fonds d'amortissement n'a été prévu représente une très petite somme, soit approximativement \$9,000,000.00.

Depuis la fin du dernier exercice, la dette consolidée en suspens a été augmentée, surtout pour nous permettre de faire face aux frais de remédiation au chômage et de rembourser un emprunt à court terme, comme suit:

Le 23 août 1934, des obligations au montant de \$10,000,000.00, à 3%, pour cinq ans, furent vendues à 99.77, soit un prix de base de 3.05%. Sur ces \$10,000,000, \$5,000,000 furent émis conformément à la loi de la Voirie, et \$5,000,000 conformément à la loi de remédiation au chômage.

Bien que cette vente constituât un record d'opération financière sur une base de cinq ans, j'ai le plaisir d'aviser les membres de cette Chambre que le 10 janvier écoulé, une offre même plus avantageuse nous fut faite, que nous acceptâmes, pour une émission de \$13,730,000 d'obligations à 2½%, pour cinq ans, qui ont été vendues au prix de \$100.78, ou à un prix de base constituant un intérêt de 2.338%. Ce taux n'a été, jusqu'ici, égalé nulle part au Canada, en ce siècle, pour des obligations à terme semblable.

\$9,230,000 de cet emprunt constituent des fonds de remboursement et \$4,500,000 de nouveaux fonds, dont une somme de \$2,500,000 empruntée conformément à la loi de la Voirie et \$2,000,000 conformément à la loi relative à la construction de certain ponts dans la province.

EMPRUNTS TEMPORAIRES

Des emprunts temporaires ont été obtenus de nos banquiers, au moyen de bons de la Trésorerie, au cours de l'exercice écoulé. Ils furent nécessairement considérables entre les émissions variées d'emprunts consolidés que je viens de décrire.

Une balance de \$13,500,000 de ces bons de la Trésorerie restait encore en suspens à la fin de l'exercice, ainsi qu'il appert en détail aux comptes publics.

CONCLUSIONS

L'état des activités des ministères et celui de la législation, que nous venons de porter à votre connaissance, ont servi à mettre en lumière les principales caractéristiques de notre peuple.

Le mouvement ascensionnel vers de meilleures conditions sociales et économiques ne s'est pas ralenti.

Le programme soumis à notre considération au cours de la présente session de la Législature prouve que ce mouvement se continuera à l'avenir. On demande sans cesse des lois sociales. Y répondre implique généralement une augmentation de taxes. Quoique le public se rende compte de certains besoins, il lui arrive en général de ne pas faire suffisamment état de ce que ces demandes comportent.

Le record établi par la province de Québec dans le domaine de ses activités et de la législation destinée à améliorer la situation sociale et économique établit que l'on s'est montré méthodique, ordonné, progressif, c'est-à-dire que l'on a évolué sans perdre l'équilibre ni la raison.

L'aspect le plus inquiétant de notre vie économique, comme je le vois, est l'inégalité dans la répartition de la population. Un véritable réseau de mesures tarifaires prohibitives au cours des quatre dernières années a contribué à aggraver la situation en favorisant de façon extrême le développement des agglomérations industrielles urbaines, aux dépens des campagnes. Cette rupture de l'équilibre démographique a été une source de difficultés et d'abus dans tous les temps.

Remédier à cet inconvénient est le principal problème auquel le Canada doit faire face. D'après moi, il faut s'en prendre à la racine même du problème. La tendance du peuple à s'entasser dans les villes ne peut être corrigée qu'en aidant les chômeurs des grands centres industriels urbains, qui n'ont pas tout à fait perdu le goût de la culture, à retourner à la campagne. Un autre moyen consiste à venir en aide, autant que nous le pouvons, à ceux qui habitent déjà les campagnes afin qu'ils y restent. De cette façon l'on réservera à nos gens une plus grande mesure de bien-être pour l'avenir, par un contact plus direct avec la nature et la terre maternelle nourricière.

Un projet de colonisation sur une grande échelle—tel qu'il nous sera soumis pour étude—constitue une méthode qui, sans doute, contribuera efficacement à nous aider à atteindre le grand objectif que je viens justement d'esquisser.

Voilà les principes qui ont animé le gouvernement actuel et qui lui ont inspiré son programme de la présente session. A la vérité, nos programmes de l'an dernier et ceux de cette année, de même que nos prévisions, offrent le tableau d'une réforme sociale et économique dont l'évolution est assurément progressive.

En terminant cette revue des affaires, je ne saurais mieux exprimer ma pensée que par la citation de cette phrase, extraite de l'un de nos grands journaux contemporains qui disait :

“Le gouvernement Taschereau continue à être une force d'équilibre au milieu des épreuves qui assaillent l'âme humaine.”

Je propose maintenant que l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se constitue en comité des subsides.

PROVINCE DE QUÉBEC
Revenus et Dépenses Probables
1935-1936

REVENUS PROBABLES, 1935-36

DOMINION DU CANADA:

Subside d'après population en vertu de l'acte de l'A. B. du N., 1907.....	\$2,224,553.00	
Allocation spéciale en vertu de l'acte de l'A. B. du N., 1907.....	240,000 00	
		2,464,553 00

INTERET:

Intérêt sur fonds d'amortissement placés.....	754,119 12	
Intérêt sur prêts et dépôts.....	342,000 00	
Intérêt sur comptes Dominion du Canada.....	188,460 68	
Divers.....	24,233 33	
		1,308,813 13

TERRES ET FORETS.....		4,250,000 00
MINES.....		500,000 00
COLONISATION.....		27,300 00
TRAVAUX PUBLICS, CHASSE ET PECHERIES.....		384,000 00
ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.....		99,400 00
Licences.....		1,275,000 00
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente).....		1,550,000 00
Loi des vues animées.—Revenu.....		25,000 00
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....		3,300,000 00
Taxes sur profits des corporations commerciales.....		2,400,000 00
Droits sur les successions.....		4,000,000 00
Taxes en vertu de 12 George V, chap. 90 (saisine).....		10,000 00
Loi des droits sur certaines mutations de propriétés, S. R. Q., chap. 28....		75,000 00
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc.....		650,000 00
Loi concernant les véhicules automobiles.....		5,200,000 00
Gazoline—Droits et honoraires.....		5,100,000 00
Loi des ingénieurs stationnaires de Québec—Honoraires.....		29,000 00
Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies.....		160,000 00
Loi concernant les détectives privés—Revenu.....		1,000 00
Loi pour prévenir les incendies—Taxe en vertu de 3 Geo. V, chap. 38...		30,000 00
Percentage sur honoraires d'officiers publics.....		20,000 00
Législation.....		10,000 00
Affaires municipales.....		12,000 00
Loyers des édifices publics, etc.....		7,411 60
Taxes et honoraires re Loi des compagnies.....		150,000 00
Loi des assurances, revenu.....		118,950 00
Loi des compagnies de fidéicommis, revenu.....		5,000 00
Taxes sur les subventions de chemins de fer.....		3,000 00
Ponts de péages—Revenu.....		197,800 00
Honoraires divers, amendes, confiscations, etc.....		134,050 00
Loi des poseurs tuyauterie—23 Geo. V, chap. 69.....		16,000 00
Inspection des Hôtels, etc.....		5,000 00
Gazette Officielle de Québec.....		25,000 00
Loi de la prévention des fraudes.....		7,200 00
Contributions municipales, loi des bons chemins.....		30,000 00

\$ 33,580,477 73

DÉPENSES PROBABLES, 1935-36

Dettes publiques:

Intérêt et autres charges.....	\$ 6,472,255 00
Fonds d'amortissement.....	3,341,065 51
Législation.....	663,050 00
Gouvernement civil.....	2,635,411 00
Administration de la justice, etc.....	2,481,515 00
Instruction publique, etc.....	2,757,770 00
Affaires municipales.....	85,100 00
Secrétaire de la Province.....	2,821,526 05
Travaux publics, Chasse et Pêcheries.....	2,369,600 70
Travail.....	435,600 00
Agriculture.....	2,898,000 00
Voirie et mines.....	5,445,000 00
Terres et forêts.....	1,458,400 00
Colonisation.....	1,421,000 00
Charges sur le revenu.....	481,000 00
Services divers.....	111,100 00
	<hr/>
	\$35,877,393 26